

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/131

11 avril 2001

(01-1865)

Comité des marchés publics

Original: anglais

LOI CONCERNANT LA PROMOTION, PAR L'ÉTAT ET D'AUTRES ENTITÉS, DE PRODUITS ET DE SERVICES RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT (LOI SUR LA PROMOTION DES ACHATS VERTS)

Notification du Japon au titre de l'article XXIV:5 b) de l'Accord sur les marchés publics

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après le 30 mars 2001, en lui demandant de la distribuer aux Parties à l'Accord sur les marchés publics. Conformément à l'article XXIV:5 b), "chaque partie informera le Comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements".

En vertu de l'article XXIV, paragraphe 5 b), de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, le gouvernement japonais souhaite porter à la connaissance du Comité des marchés publics la Loi concernant les marchés publics figurant à l'annexe.

ANNEXE

Loi concernant la promotion, par l'État et d'autres entités, des marchés publics de produits et de services respectueux de l'environnement (Loi sur la promotion des achats verts)

1. Organisme responsable:

Ministère de l'environnement

2. Description de la loi:

Les entités du gouvernement central et autres entités (voir point 3 ci-après) élaborent et publient, pour chaque exercice budgétaire à compter du 1^{er} avril 2001, une politique visant à promouvoir les marchés publics de produits et de services respectueux de l'environnement (ci-après dénommée "politique en matière de marchés publics"), basée sur la Loi concernant la promotion, par l'État et d'autres entités, des marchés publics de produits et de services respectueux de l'environnement (ci-après dénommée "la Loi") qui est entrée en vigueur le 6 janvier 2001, et sur les principes de base en matière de promotion des marchés publics de produits et de services respectueux de l'environnement (ci-après dénommés "les principes de base") qui ont été adoptés par décision du gouvernement en février 2001. Ces entités passent des marchés portant sur des produits et des services conformément à leur politique en matière de marchés publics et publient un résumé des résultats des marchés passés à la fin de chaque exercice budgétaire, qu'ils soumettent au Ministre de l'environnement.

3. Entités tenues d'élaborer une politique en matière de marchés publics

1) L'État (toutes les entités du gouvernement central):

Chambre des représentants, Chambre des conseillers, Bibliothèque de la diète nationale, Cour suprême, Cour des comptes, Cabinet, Administration nationale du personnel, Bureau du Premier Ministre, Maison impériale, Commission nationale de sécurité publique (Police nationale), Agence de la défense, Agence des services financiers, Ministère de l'administration publique, de l'intérieur et des postes et télécommunications, Ministère de la justice, Ministères des affaires étrangères, Ministère des finances, Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie, Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie, Ministère de la terre, des infrastructures et des transports et Ministère de l'environnement

2) Autres entités (57 institutions administratives indépendantes et 57 entités juridiques spéciales):

Les entités énumérées dans l'ordonnance gouvernementale définissant les entités juridiques visées à l'article 2, paragraphe 2 de la Loi, telle que modifiée ultérieurement (voir, en annexe, liste des entités, au 1^{er} avril 2001).

4. Éléments figurant dans la politique en matière de marchés publics élaborée par les entités visées au point 3 ci-dessus:

- 1) Les objectifs du marché pour les produits et les services désignés qui en font l'objet, pour chaque exercice budgétaire.

(Note: "les produits et les services désignés qui font l'objet du marché" désignent les produits et les services qui figurent parmi les produits et les services respectueux de l'environnement et qui répondent aux critères d'évaluation de ces produits et services dont l'État et les autres entités visées au point 3 ci-dessus devraient encourager l'achat. L'annexe concernant les principes de base indique les 101 articles qui font l'objet de marchés publics ainsi que les critères d'évaluation (voir le résumé joint des principes de base et son appendice).

- 2) Autres produits et services respectueux de l'environnement dont l'achat doit être encouragé pour chaque exercice budgétaire et objectifs des marchés publics concernant ces produits et services
- 3) Autres questions concernant la promotion des marchés publics de produits et de services respectueux de l'environnement

5. Début du marché, conformément à la politique en matière de marchés publics visée au point 4 ci-dessus: 1^{er} avril 2001

6. Conditions applicables aux autorités locales:

Les préfectures et les municipalités s'efforcent d'élaborer une politique en matière de marchés publics pour chaque exercice budgétaire et s'y conforment dans la passation des marchés de produits et de services.

7. Conformité avec l'Accord de l'OMC sur les marchés publics

Dans les principes de base (mentionnés au point 2 ci-dessus) figure le paragraphe suivant:

"De plus, en encourageant l'achat de produits respectueux de l'environnement, etc., chaque entité tient dûment compte de la conformité avec l'Accord de l'OMC sur les marchés publics [en particulier avec l'article 6 (spécifications techniques)] et veille à ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international."

8. Textes juridiques

Les textes originaux en japonais de la Loi, de l'ordonnance et des principes de base peuvent être consultés sur le site Internet du Ministère de l'environnement (<http://www.env.go.jp/policy/green/index.html>).

Les traductions provisoires en anglais de la Loi et du résumé des principes de base figurent en annexe au présent document.

9. Point d'information

Environment and Economy division, Integrated Environmental Policy Bureau, Ministry of the Environment
Téléphone: +(81 3) 5521-8230 Télécopie: +(81 3) 3580-9568

Liste des entités énumérées dans l'ordonnance gouvernementale définissant les entités
juridiques visées à l'article 2, paragraphe 2 de la Loi concernant la promotion, par
l'État et d'autres entités, de produits et de services respectueux
de l'environnement, telle que modifiée ultérieurement
(au 1^{er} avril 2001)

(Institutions administratives indépendantes)

1. Archives nationales du Japon, Laboratoire de recherche en télécommunications, Institut national de recherche sur le feu et les catastrophes, Institut national de recherche sur la brasserie, Centre national des examens d'entrée à l'université, Institut national d'éducation spécialisée, Centre national pour la jeunesse mémorial des Jeux olympiques, Centre national d'éducation féminine, Maisons nationales des jeunes, Centres nationaux pour les enfants, Institut national de la langue japonaise, Musée national des sciences, Institut national des sciences des matériaux, Institut national de recherche en sciences de la terre et pour la prévention des catastrophes, Laboratoire aérospatial national du Japon, Institut national des sciences radiologiques, Musée d'art national, Musée national, Institut national de recherche sur les biens culturels, Centre national de perfectionnement des enseignants, Institut national de la santé et de la nutrition, Institut national d'hygiène industrielle, Centre pour la qualité de l'alimentation, l'étiquetage et les services au consommateur, Centre national des semences et plantules, Centre national de reproduction du bétail, Centre d'inspection des engrais et des aliments, Centre d'inspection des produits agrochimiques, Académie nationale d'agriculture, Centre d'arboriculture forestière, Centre national des ressources en saumon, Haute École nationale de la pêche, Organisation nationale pour la recherche agricole, Institut national des sciences agrobiologiques, Institut national des sciences agro-environnementales, Institut national du génie rural, Institut national de recherche sur l'alimentation, Centre de recherche international du Japon pour les sciences agricoles, Institut de recherche sur la sylviculture et les produits forestiers, Office de la recherche halieutique, Institut de recherche en économie, commerce et industrie, Centre national d'information sur la propriété industrielle, Assurance nippone pour l'exportation et les investissements, Institut national des sciences et des techniques industrielles avancées, Institut national de technologie et d'évaluation, Institut de recherche en travaux publics, Institut de recherche en construction, Laboratoire national pour la sécurité routière et l'environnement, Institut national de recherche maritime, Institut de recherche portuaire et aéroportuaire, Institut de recherche sur la radionavigation, Institut de recherche en génie civil d'Hokkaido, École technique maritime, Institut national de formation au service en mer, Écoles de formation des gens de mer, Collège d'aviation civile, Institut national d'études environnementales

(Entités juridiques spéciales)

2. Société publique des voies express métropolitaines, Autorité du nouvel aéroport international de Tokyo, Société nationale japonaise des pétroles, Société japonaise de développement régional, Société de développement urbain, Société publique de construction de chemins de fer, Société publique des ponts et chaussées, Entreprise publique des voies express de Hanshin, Autorité du pont Honshu-Shikoku, Société publique pour la mise en valeur des ressources en eau et la Société japonaise des ressources vertes

3. Agence nationale japonaise de développement de l'espace, Société pour le progrès des transports et de la technologie, Société japonaise pour la science et la technologie, Compagnie d'assurance-vie et d'aide sociale des postes, Société japonaise pour l'environnement, Agence japonaise pour l'extraction des minerais métalliques, Agence japonaise de coopération internationale, Société des services médico-sociaux, Société japonaise de développement des petites et moyennes entreprises, la Société japonaise de promotion et de secours mutuel pour les écoles privées, Office de l'agriculture et de l'élevage et Fonds d'aide sociale pour les travailleurs

4. Société de crédit pour le développement d'Okinawa, Société japonaise de crédit municipal, Société nationale de financement du petit commerce, Société de crédit pour le logement, Société japonaise de crédit pour les petites entreprises et Société de crédit pour l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche
5. Banque japonaise pour la coopération internationale et Banque du Japon pour le développement
6. La Banque Shoko Chukin
7. Autorité du métro de Teito
8. Fonds pour la promotion et la mise en valeur des îles Amami, Institut japonais de développement du cycle nucléaire, Organisme de secours mutuel pour les prestations de retraite versées aux travailleurs, Association d'indemnisation des dommages causés à la santé par la pollution, Organisation nationale japonaise du tourisme, Fondation pour le Japon, Centre d'information pour les consommateurs japonais, Organisation japonaise pour l'emploi et la mise en valeur des ressources humaines, Caisse d'assurance sociale pour le remboursement des frais médicaux, Organisation pour le développement de techniques industrielles et d'énergies nouvelles, Association pour le bien-être des handicapés physiques ou mentaux, la Fondation japonaise de bourses d'études, Société japonaise pour la promotion de la science, Conseil des arts du Japon, Institut japonais de recherche sur l'énergie atomique, Stade national et Centre d'hygiène scolaire du Japon, Association japonaise des courses de chevaux, Organisation japonaise du commerce extérieur, Institut japonais du travail, Fonds public d'investissement pour les pensions, Caisse de retraite des agriculteurs, Fondation de l'École de l'air, Association pour la question des territoires du Nord et RIKEN (Institut de recherche en physique et chimie)

(Traduction provisoire)

Aperçu des principes de base pour la promotion des marchés publics
de produits et de services respectueux de l'environnement

Philosophie

1. La préservation de l'environnement doit être prise en considération en plus du prix et de la qualité.
2. Asseoir la sélection sur la base de différents points de vue, y compris l'instauration d'un système socio-économique où se trouvent incorporés des matériaux dont le cycle de vie est respectueux de l'environnement et permet de lutter contre le réchauffement de la planète.
3. Se soucier de la réduction de l'impact sur l'environnement tout au long du cycle de vie du produit, depuis la fabrication jusqu'à l'élimination.
4. Mettre l'accent sur l'usage à long terme, l'utilisation juste et l'élimination sélective des produits achetés par voie de marchés publics, etc.

Articles désignés qui font l'objet de marchés et critères d'évaluation

1. En règle générale, la sélection des articles désignés faisant l'objet de marchés publics repose sur des critères chiffrés précis.
2. Même s'il est impossible, dans un premier temps, d'établir des critères chiffrés précis, toutefois il convient de définir comme "facteurs à prendre en considération" les facteurs ayant de l'importance pour la réduction de l'impact sur l'environnement.
3. Ces normes sont révisées, s'il y a lieu, pour prendre en compte l'amélioration des produits ou le progrès des connaissances scientifiques, etc. les concernant.

Note: Voir le résumé figurant en annexe concernant les articles désignés et les critères d'évaluation.

Autres sujets importants

1. Les entités du gouvernement central et les entités juridiques spéciales mettent en place des systèmes visant à promouvoir les marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.
2. En règle générale, la politique élaborée par chaque entité en matière de marchés publics visant à encourager l'achat de produits et de services respectueux de l'environnement s'applique à toutes les composantes de l'entité.
3. Chaque entité publie sa politique en matière de marchés publics et un résumé des résultats des marchés passés (pour chaque exercice budgétaire).
4. Établissement d'un groupe de contact pour les organismes publics affiliés, etc.
5. Formation du personnel et organisation d'autres activités éducatives en vue d'encourager l'achat de produits respectueux de l'environnement, etc.
6. Fourniture de renseignements pertinents de la part du gouvernement central.

APPENDICE

Articles désignés qui font l'objet de marchés publics et critères d'évaluation (Résumé)

Catégorie	Articles désignés qui font l'objet de marchés publics (Total: 101 articles)	Critères d'évaluation
Papier	Papier pour ordinateur, papier pour imprimante, papier hygiénique (papier toilette)	Papier recyclé, blanchiment, etc.
Imprimés	Imprimés achetés	
Fournitures de bureau	49 articles y compris crayons, stylos, ciseaux, colle, dossiers et classeurs	Utilisation de matériaux recyclés (par exemple matière plastique recyclée, bois provenant de coupes d'éclaircie) etc.
Meubles de bureau	huit articles y compris chaises, bureaux, étagères et tableaux	
Machines de bureau	sept articles y compris photocopieurs, ordinateurs, imprimantes et télécopieurs	Consommation d'énergie, performance, etc.
Appareils électroménagers	six articles y compris réfrigérateurs, climatiseurs, téléviseurs et magnétoscopes	
Éclairage	Ampoules et matériel d'éclairage fluorescents	
Véhicules	Véhicules produisant peu d'émissions (fonctionnant au gaz naturel, véhicules hybrides, etc.) et autres véhicules	Émission de gaz polluants, rendement énergétique, etc.
Uniformes et vêtements de travail	Uniformes et vêtements de travail	Utilisation de polyester produit à partir de matériaux recyclés à base de bouteilles en PET
Accessoires fixes d'intérieur et literie	Tapis, rideaux, couvertures	
Gants de travail	Gants de travail	
Installations	Systèmes de production d'énergie solaire, piles à combustible, systèmes de chauffage fonctionnant à l'énergie solaire	Utilisation de l'énergie solaire, etc.
Travaux publics	Travaux publics 1. Matériaux recyclés (par exemple tuiles et planches en bois reconstitué, ciment composé) etc. 2. Machines de construction (machines produisant peu d'émissions, peu bruyantes)	Utilisation de matériaux recyclés, émissions, bruit, etc.
Services	Diagnostics en matière d'économie d'énergie	Qualifications des prestataires de services, contenu du diagnostic, etc.

(Traduction provisoire)

Loi concernant la promotion, par l'État et d'autres entités, des marchés publics
de produits et de services respectueux de l'environnement

(Objet)

Article premier

1) La présente loi a pour objet:

- d'établir les dispositions nécessaires pour encourager l'État, les institutions administratives indépendantes, etc. et les autorités locales a) à passer des marchés publics de produits, etc. respectueux de l'environnement; b) à fournir des renseignements sur les produits, etc. respectueux de l'environnement; et c) à orienter la demande vers des produits, etc. respectueux de l'environnement;
- d'instaurer une société à même de profiter d'un développement durable ayant un impact réduit sur l'environnement;
- de contribuer à l'instauration, pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain, d'un mode de vie sain et éclairé.

(Définitions)

Article 2

1) Les "produits respectueux de l'environnement, etc." mentionnés dans la présente loi désignent les produits ou les services qui répondent à l'un ou l'autre des critères suivants:

- a) Les ressources recyclées, y compris les matériaux ou les parties/composants qui contribuent à réduire "l'impact sur l'environnement" (tel qu'énoncé à l'article 2 1) de la Loi fondamentale sur l'environnement (Loi n° 91, 1993); les mêmes dispositions s'appliquant ci-après).
- b) Les produits qui contribuent à réduire l'impact sur l'environnement pour l'une des raisons suivantes:
 - les matériaux ou les parties/composants utilisés dans les produits susmentionnés contribuent à réduire l'impact sur l'environnement;
 - les gaz à effet de serre, etc. émis par suite de l'utilisation des produits susmentionnés n'ont pas un fort impact sur l'environnement;
 - la totalité ou une partie des produits susmentionnés peut aisément être réutilisée ou recyclée, permettant de la sorte de limiter la production de déchets; et
 - autres.
- c) Les services qui contribuent à réduire l'impact sur l'environnement comme, par exemple, les services fournis en utilisant des produits qui contribuent à réduire l'impact sur l'environnement.

2) Les "institutions administratives indépendantes, etc." mentionnées dans la présente loi désignent les entités juridiques qui répondent aux critères suivants et qui ont été définies par l'(les) ordonnance(s) y afférente(s):

- les institutions administratives indépendantes (visées à l'article 2 1) de la Loi concernant les règles générales applicables aux institutions administratives indépendantes (Loi n° 103, 1999)), ou les entités juridiques spéciales (entités juridiques établies en vertu de la législation ou établies à des fins spéciales en vertu de lois spéciales, et qui relèvent de l'article 4 15) de la Loi portant création du Ministère de l'administration publique, de l'intérieur et des postes et télécommunications (Loi n° 91, 1999); les mêmes dispositions s'appliquent ci-après); et
- dont le budget est, en totalité ou en partie, financé par l'État, ou dont les dépenses de fonctionnement sont financées principalement par des dons ou des subventions de l'État.

3) "Le responsable de chaque ministère ou organisme" mentionné dans la présente loi désigne le responsable de chaque ministère ou organisme visé à l'article 20 2) de la Loi de finances publiques (Loi n° 34, 1947).

(Obligations de l'État et des institutions administratives indépendantes, etc.)

Article 3

1) Comme pour les marchés publics de produits et de services (ci-après dénommés "produits, etc."), et de manière à favoriser une évolution de la demande vers des produits respectueux de l'environnement, etc., l'État et les institutions administratives indépendantes, etc. s'efforcent de choisir des produits respectueux de l'environnement, etc., tout en veillant à faire bon usage des fonds budgétaires.

2) L'État encourage, par une action d'éducation et de relations publiques, etc., les entreprises et les citoyens à prendre conscience de l'importance que revêt une évolution de la demande vers des produits respectueux de l'environnement, etc., et prend également les mesures nécessaires pour faciliter la coopération entre ses services, les autorités locales, les entreprises et les citoyens afin d'orienter la demande vers des produits respectueux de l'environnement, etc.

(Devoirs des autorités locales)

Article 4

1) Les autorités locales s'efforcent de prendre les mesures nécessaires pour faire évoluer la demande vers des produits respectueux de l'environnement, etc., en tenant compte des conditions naturelles et sociales de chaque région.

(Devoirs des entreprises et des citoyens)

Article 5

1) Les entreprises et les citoyens s'efforcent autant que possible de choisir des produits respectueux de l'environnement, etc., lorsqu'ils achètent ou louent des produits, ou qu'ils demandent des services.

(Principes de base applicables aux marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.)

Article 6

- 1) De manière à promouvoir, de façon systématique et globale, la passation de marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc., par ses services et les institutions administratives indépendantes, etc., l'État définit les principes de base pour promouvoir les marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc. (ci-après dénommés "principes de base").
- 2) Dans les principes de base sont présentés:
 - a) les directives de base à suivre pour promouvoir la passation de marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc., par l'État et les institutions administratives indépendantes, etc.;
 - b) les principales questions concernant "le type de produits respectueux de l'environnement, etc., dont l'État et les institutions administratives indépendantes, etc. devraient encourager l'achat" (ci-après dénommés "articles désignés qui font l'objet de marchés"); les critères d'évaluation des articles désignés qui font l'objet de marchés; et la promotion des "marchés publics de produits, etc. qui répondent auxdits critères" (ci-après dénommés "articles désignés qui font l'objet de marchés, etc."); et
 - c) d'autres questions importantes concernant la promotion des marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.
- 3) Le Ministre de l'environnement consulte le responsable de chaque ministère ou organisme, etc. (le responsable de chaque ministère ou organisme, s'agissant de l'État; le ministre compétent, s'agissant des institutions administratives indépendantes, etc.; les mêmes dispositions s'appliquent ci-après) avant d'élaborer les principes de base et doit obtenir l'accord du gouvernement.
- 4) En ce qui concerne les critères applicables aux articles désignés qui font l'objet de marchés, et compte tenu de la nécessité de prendre en considération les évolutions, etc. de la technologie et de la demande relatives à la fabrication des produits, etc. qui correspondent auxdits articles, le Ministre de l'environnement consulte le responsable de chaque ministère ou organisme, etc., ainsi qu'il est stipulé au paragraphe précédent, en s'appuyant sur le projet qu'il a établi en concertation avec le(s) ministre(s) chargé(s) des entreprises, y compris en ce qui concerne la fabrication, l'importation et la vente, etc. desdits articles.
- 5) Lorsqu'il a reçu l'accord du gouvernement, ainsi qu'il est stipulé au paragraphe 3) du présent article, le Ministre de l'environnement assure sans tarder la publication des principes de base.
- 6) Les dispositions des trois précédents paragraphes s'appliquent *mutatis mutandis* aux révisions des principes de base.

(Politique en matière de marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.)

Article 7

- 1) Le responsable de chaque ministère ou organisme et le responsable de chaque institution administrative indépendante, etc. (ou le représentant, dans le cas d'une entité juridique spéciale; les mêmes dispositions s'appliquent ci-après) élaborent pour chaque exercice budgétaire une politique

visant à promouvoir la passation de marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc., en tenant compte du budget, des activités et des projets prévus pour l'exercice visé.

- 2) La politique mentionnée au précédent paragraphe spécifie les éléments suivants:
 - a) les objectifs des marchés publics pour les produits désignés qui en font l'objet, etc., pour l'exercice budgétaire visé;
 - b) les produits respectueux de l'environnement, etc. (autres que les articles désignés qui font l'objet du marché, etc.) dont l'achat doit être encouragé durant l'exercice concerné, ainsi que les objectifs des marchés;
 - c) les autres questions relatives à la promotion des marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.
- 3) Lorsque la politique mentionnée au paragraphe 1) du présent article est définie, le responsable de chaque ministère ou organisme ou le responsable de chaque institution administrative indépendante, etc. en assure sans tarder la publication.
- 4) Sur la base de la politique mentionnée au paragraphe 1) du présent article, le responsable de chaque ministère ou organisme ou le responsable de chaque institution administrative indépendante, etc. passe les marchés publics de produits, etc. au cours de l'exercice budgétaire visé.

(Publication, etc. du résumé des résultats des marchés passés)

Article 8

- 1) Le responsable de chaque ministère ou organisme ou le responsable de chaque institution administrative indépendante, etc. établit et publie sans tarder, à la fin de chaque exercice budgétaire ou financier, un résumé des résultats des marchés publics passés de produits respectueux de l'environnement, etc. qu'il soumet au Ministre de l'environnement.
- 2) Le responsable de chaque institution administrative indépendante, etc. soumet un résumé des résultats des marchés publics passés de produits respectueux de l'environnement, etc. au Ministre de l'environnement, ainsi qu'il est stipulé au précédent paragraphe, par le canal du ministre dont relève ladite institution, etc.

(Demande du Ministre de l'environnement)

Article 9

- 1) Le Ministre de l'environnement peut demander au responsable de chaque ministère ou organisme etc., de prendre les mesures jugées particulièrement nécessaires pour promouvoir la passation de marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.

(Promotion des marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc. par les autorités locales)

Article 10

- 1) En ce qui concerne les marchés publics de produits etc., les préfectures et les municipalités s'efforcent d'élaborer chaque année une politique visant à promouvoir la passation de marchés de

produits respectueux de l'environnement, etc., en tenant compte du budget, des activités et des projets etc. qu'elles ont prévus au cours de l'exercice budgétaire concerné.

2) La politique mentionnée au paragraphe précédent spécifie, en tenant compte des conditions naturelles et sociales des régions où se trouvent lesdites préfectures et municipalités, les produits respectueux de l'environnement, etc. dont l'achat devrait être encouragé au cours de l'exercice budgétaire concerné, ainsi que les objectifs de ces marchés. Dans ce cas, les efforts nécessaires doivent être faits pour inclure les produits, etc. qui sont les articles désignés faisant l'objet de marchés dans la liste des produits respectueux de l'environnement, etc. dont l'achat devrait être encouragé.

3) Lorsque la politique mentionnée au paragraphe 1) du présent article est établie, les préfectures et les municipalités passent les marchés publics de produits, etc. en s'y conformant tout au long de l'exercice budgétaire visé.

(Éléments à prendre en considération pour la promotion des marchés publics de produits respectueux de l'environnement, etc.)

Article 11

1) L'État, les institutions administratives indépendantes, etc., les préfectures et les municipalités s'efforcent de faire un usage adéquat et raisonnable des produits respectueux de l'environnement, etc.; et ils veillent également à ne pas augmenter la quantité des produits, etc. achetés, sous prétexte de la politique visant à leur promotion qui repose sur la présente loi.

(Fourniture de renseignements sur les produits respectueux de l'environnement, etc.)

Article 12

Les personnes qui fabriquent, importent ou vendent des produits, ou qui assurent des services s'efforcent de fournir, de façon appropriée aux acheteurs ou autres acquéreurs, les renseignements qui leur sont nécessaires pour en comprendre l'impact sur l'environnement.

Article 13

Les personnes chargées de fournir des renseignements sur les produits respectueux de l'environnement, etc., par exemple en délivrant des autorisations indiquant que les produits fabriqués, importés ou vendus ou les services fournis par d'autres entreprises peuvent contribuer à réduire l'impact sur l'environnement, ou en expliquant l'impact sur l'environnement des produits ou services susmentionnés, s'efforcent, en s'appuyant sur les connaissances scientifiques disponibles et en veillant à la conformité avec les accords internationaux, de donner une information efficace et pertinente, susceptible d'aider à faire évoluer la demande vers les produits respectueux de l'environnement, etc.

(Synthèse, etc., des renseignements effectuée par l'État)

Article 14

De manière à faire évoluer la demande vers les produits respectueux de l'environnement, etc., l'État regroupe et analyse les renseignements fournis par les personnes visées aux deux précédents articles et présente une synthèse des résultats obtenus.

(Mesures provisoires)

Article 15

Dans le cas où une ordonnance est publiée, amendée ou abrogée conformément aux dispositions de la présente loi, des mesures provisoires peuvent être prises, à condition qu'elles soient jugées raisonnablement nécessaires du fait de la publication, de la révision ou de l'abrogation de ladite ordonnance.

Dispositions supplémentaires

(Date d'entrée en vigueur)

1) La présente loi prend effet à compter du 6 janvier 2001, étant entendu que les dispositions des articles 7, 8 et 10 entrent en vigueur à compter du 1^{er} avril de la même année.

(Éléments à prendre en considération)

2. En ce qui concerne la promotion de l'évolution de la demande vers les produits respectueux de l'environnement, etc., et tout en respectant la teneur et le mode de présentation de l'information sur lesdits produits, ainsi que l'indépendance des personnes chargées d'apporter cette information, le gouvernement tient dûment compte des mesures qui s'imposent pour assurer la fourniture de renseignements pertinents, veille à mettre en place le système le plus approprié à cet effet et, en se fondant sur ces éléments, prend les dispositions nécessaires.
